



# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

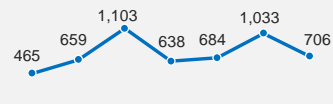
ITURI | Septembre 2019

## Chiffres clés

**706** cas de violations

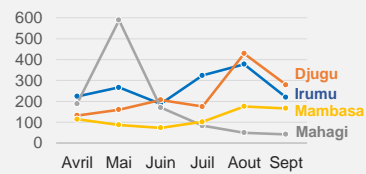
**552** victimes

## Tendances mensuelles



Mars Avril Mai Juin Juil Aout Sept

## Tendances par territoire



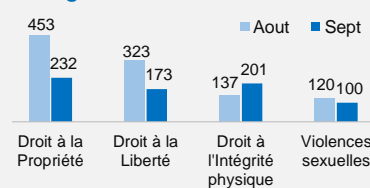
## Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	316	57%
Femmes	126	23%
Garçons	36	7%
Filles	74	13%
<b>Total</b>	<b>552</b>	<b>100%</b>

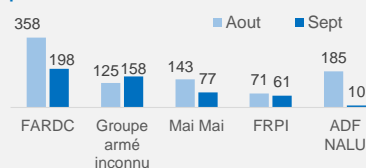
## Statut des victimes

Statut	Total	%
PDIs Retournés	262	47.5%
PDIs	156	28.3%
Residents	113	20.5%
Rapatriés	21	3.8%
<b>Total</b>	<b>552</b>	<b>100%</b>

## Catégorie des violations



## Violations par auteurs présumés



Les données désagrégées par zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

## RESUME

**706 incidents de protection** ont été collectés et documentés au cours de ce mois de septembre 2019, contre **1033 incidents au mois d'août 2019**. Il se dégage **une baisse de 327 incidents, soit de moins 32%**. La multiplication des patrouilles des éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les territoires de Djugu et Irumu et la multiplication des sensibilisations menées par les leaders communautaires, la MONUSCO et les autorités étatiques sur la paix dans le territoire de Djugu, auraient contribué à cette baisse.

**Le territoire de Djugu a connu une diminution de 150 incidents** comparativement au mois d'août 2019. **Dans le territoire d'Irumu, une baisse des incidents** attribuables aux présumés rebelles ougandais des Allied Democratic Forces (ADF) a été enregistrée, **de 185 incidents à dix incidents, pour une baisse globale dans le territoire de 159 incidents**. Cependant, une inquiétude est suscitée au sein de la population suite à la présence et circulation des ADF dans cette partie du territoire. En plus de la multiplication des patrouilles menées par les FARDC, **cette baisse s'expliquerait également par la stratégie actuellement adoptée par les ADF, qui opèreraient dans des zones inaccessibles** (par exemple à Mugulumugulu, située à environ 20 kms à l'ouest de Ndalya en Chefferie de Walense Vonkutu). **En outre, ils éviteraient d'attaquer les civils dans les localités où se trouvent des FARDC**. Ceci par crainte d'engager des affrontements directs avec les FARDC, qui prépareraient une vaste opération militaire, au cours desquels les ADF risqueraient d'être démantelés.

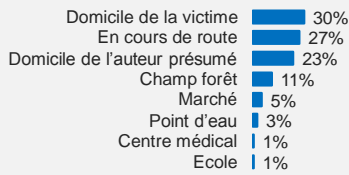
En dépit de cette baisse des incidents de protection enregistrée, **la présence de plusieurs groupes armés constitue toujours une menace pour la protection des civils**.

Plusieurs localités du territoire de Djugu ont fait face durant les deux premières semaines de septembre à des attaques d'hommes armés non identifiés. **Ces attaques ont visé certains sites spontanés de Personnes Déplacées Internes (PDIs) (Duko<sup>1</sup>, Rho<sup>2</sup>) et certains villages (Kpatiz<sup>3</sup>, Bukatchle<sup>4</sup>, etc.) où vivent des déplacés et des retournés**. Elles ont été accompagnées d'exactions contre les civils (51 cas de meurtres, 27 cas d'enlèvements, etc.). **De crainte pour leur sécurité, environ 450 ménages ont été forcés de fuir vers des localités relativement stables** (sites spontanés situés entre Lopa et Iga Barrière, ainsi que la ville de Bunia).

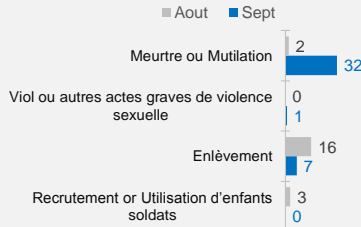
**Dans la partie sud d'Irumu, l'environnement protecteur des civils a été perturbé par l'activisme des présumés miliciens de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI)**. Ces miliciens, auteurs présumés de cas de pillages de biens des civils (97 cas), sont ceux qui auraient quitté le site de pré-cantonement d'Azita le 15 septembre, suite à une altercation interne sur le partage de l'argent remis par le Programme de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC) et d'autres qui hésitent à rejoindre le site pour des motifs non élucidés. Pour rappel, plus de 800 miliciens sont dans le site de pré-cantonement d'Azita, située à environ 5 kms à l'ouest de Gety en Chefferie de Walendu Bindi. Ils attendent la suite du processus (démobilisation et/ou intégration au sein de l'armée).

**Dans le territoire de Mambasa, l'insécurité entretenue par les groupuscules de miliciens Maï Maï (Simba et Mutomboki) a affecté négativement la protection des civils dans sa partie ouest**. La recherche des vivres et d'autres biens de première nécessité explique l'activisme de ces hommes dans ce territoire. Par ailleurs, les miliciens Maï Maï Mutomboki auraient fui les opérations militaires menées par les FARDC dans la province du Nord Kivu, pour s'établir dans le territoire de Mambasa. Ils auraient profité de la faible couverture sécuritaire, pour s'établir dans cette zone. Ils seraient aussi impliqués dans les attaques contre les agents de la riposte de la maladie à virus Ebola dans la zone pour des motifs non élucidés.

## Lieux de commission des violations



## Résolution 1612



## Evènements majeurs

**1er septembre**  
Territoire de Mambasa  
Quartier Bangole situé à l'Est de Biakato à environ 260 kms de Bunia, deux résidentes âgées de 15 et 19 ans ont été enlevées et violées par deux éléments FARDC en patrouille. Les survivantes ont été orientées pour les prises en charges au centre de sante de Biakato Mines.

**11 septembre**  
Territoire de Djugu  
Dans le site des déplacés de Duka, situé à environ 5 km au Nord-Ouest de Bule, 6 PDI dont 2 hommes, 2 filles et 2 garçons ont été tués par les hommes porteurs d'armes à feu et armes blanches.

**17 septembre**  
Territoire de Djugu  
Localité Dar à environ 4 kms au Nord-Ouest de Bule, des hommes armés ont tué 16 personnes dont 4 filles, 6 garçons, 4 femmes et 2 hommes.

**18 septembre**  
Territoire de Djugu  
Au site des déplacés de Ro chefferie des Bahema Nord, les assaillants ont tué à coup de balle deux personnes dont 1 PDI âgée de 33 ans et 1 enfant de une année et demi.

**19 septembre**  
Territoire de Djugu  
Village Ndoki, chefferie de Bahema Nord située à 8kms au Nord de Largu, 8 personnes dont 6 hommes et 2 femmes dont les âges varient entre 60 à 75 ans ont été tuées par les assaillants qui seraient venus des villages Njajudha et Laudjo respectivement du secteur de Walendu Pitsi et Walendu Djatsi.

## Mouvements de population

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes des déplacements	Personnes déplacées
Drodo	Dhedja, Olo, Mbudja, Maze, Lokpa, Lowi et Kpatiz	Incursion d'hommes non identifiés dans la localité de Lokpa, suivie d'exactions contre les civils, le 13 septembre 2019	1250
Largu	Camps de réfugiés de Kyangwali, Hoima district	Accalmie relative observée et reprise des activités scolaires	560
Site de Rho	en Ouganda et familles d'accueil		350
Gbii			206
Torges			180
Mbog			117
Kate			220
Joo			150
Nyamamba			172
Tchomia			319
<b>Total</b>			<b>3524</b>

## Protection de l'enfance

Une hausse assez nette de presque 6% des incidents de violations ressort en septembre par rapport au mois d'août. **18% sur le total des incidents collectés ont été commis sur des enfants (filles et garçons) dont les âges varient entre zéro et 17 ans.** Cependant, en nombre de violations, les chiffres restent stables mais à un niveau élevé, puisque 130 enfants ont été victimes de ces violations (dont 83 filles et 47 garçons) par rapport à 131 cas au mois d'août. Il s'agit principalement d'homicides (30 cas), de viols (30 cas), de coups et blessures (18 cas), d'enlèvements (12 cas), de travaux forcés (11 cas), de pillages (dix cas), d'agressions sexuelles (six cas), d'extorsions (quatre cas), d'arrestations (quatre cas), de mariages forcés (trois cas) et de dénis de ressources (deux cas).

**La hausse des incidents affectant les enfants est liée à la recrudescence des incursions, menées par des hommes armés non identifiés dans certains sites spontanés de déplacés (Duko, Rho) et certains villages (Kpatiz, Dar, Bukatchle, etc.)** dans les chefferies de Bahema Badjere et Bahema Nord en territoire de Djugu. Ces attaques ont été enregistrées dans les deux premières semaines du mois de septembre. **Au cours de ces attaques, 28 enfants ont été tués**, dont 16 filles et 12 garçons. Selon un des rescapés, lors des incursions, des hommes armés non identifiés dans le village de Kpatiz procédaient à l'élimination des personnes visibles et celles qui leur résistaient. **Les meurtres des enfants seraient dans le but d'attiser les tensions intercommunautaires et plonger la zone dans un cycle de violence.** Dans le même contexte, sept enfants ont été enlevés, 13 blessés et quatre contraints de transporter des effets pillés.

**Six enfants, dont trois filles et trois garçons ont été relâchés le 23 septembre 2019 après dix jours de captivité.** Ces libérations ont été possibles grâce aux efforts de leaders communautaires de Djugu qui auraient négocié, dans le cadre de la paix, avec les leaders du groupe armé Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO), actif dans ce territoire. Ces enfants ont été remis au Vice-Gouverneur de l'Ituri et sont maintenant pris en charge par l'Organisation Non-Gouvernementale AJEDEC (Association des Jeunes pour le Développement Communautaire). Aucune rançon n'a été demandée pour leur libération.

En outre, **l'activisme des présumés Maï Maï Simba dans le territoire de Mambasa** expliquerait également la hausse des incidents dont les enfants ont été victimes au cours de ce mois. Cinq garçons ont été enlevés lors de l'incursion d'un groupe de ces présumés Maï Maï dans la localité de Mabuwi le 07 septembre 2019. Ces enfants ont été soumis

<sup>1</sup> Située à environ 4 kms à l'est de Bule, groupement Dhedja, Chefferie de Bahema Badjere

<sup>2</sup> Située à environ 8 kms au nord de Largu en chefferie de Bahema Nord

<sup>3</sup> Située à environ 12 kms au nord de Largu en chefferie de Bahema Nord

<sup>4</sup> Située à environ 4 kms à l'est de Bule en chefferie de Bahema Nord

à des travaux forcés (transport d'effets pillés). Trois garçons seraient forcés de renforcer les rangs de ce groupe armé.

En ce qui concerne les viols, la plupart ont été commis par des civils. **Le manque d'informations sur la possibilité d'ouvrir des recours devant la justice, la méconnaissance de la loi, l'impunité et la méfiance à l'égard du système judiciaire favorisent également les cas de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG).** Une multiplication des sensibilisations sur la prévention des VSBG par les acteurs œuvrant dans ce domaine est recommandée.

## Violences sexuelles et sexistes

**100 cas de VSBG commis sur des femmes et filles ont été documentés au cours de cette période**, soit une légère diminution de seize cas, en comparaison du mois d'août 2019 (116 cas). **Les cas de viols ont connu une diminution de 19 cas, passant de 56 cas en août à 37 cas au mois de septembre 2019.** Les civils ont été les principaux auteurs présumés de cas de VSBG (79 cas), dont 24 cas de viols. Les territoires les plus affectés sont Irumu (36 cas), Djugu (32 cas) et Mahagi (25 cas).

Les difficultés associées aux PDIs vivant dans des familles d'accueil, avec les problèmes de promiscuité, exacerbent leurs vulnérabilités. Ce qui fait que, **certaines femmes et filles, qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins sont exploitées sexuellement et/ou se livrent à la pratique du sexe de survie.** En outre, **les carences de scolarisation** dues à des écoles surchargées, pillées ou saccagées à cause du conflit armé et des tensions intercommunautaires, **ont rendu courante la délinquance juvénile.** Enfin, l'organisation des marchés nocturnes et/ou des marchés en soirée dans les zones de Djugu et Mahagi constituent également des facteurs qui exacerbent le contexte favorisant les cas de VSBG dans les communautés.

## Résolution 1612

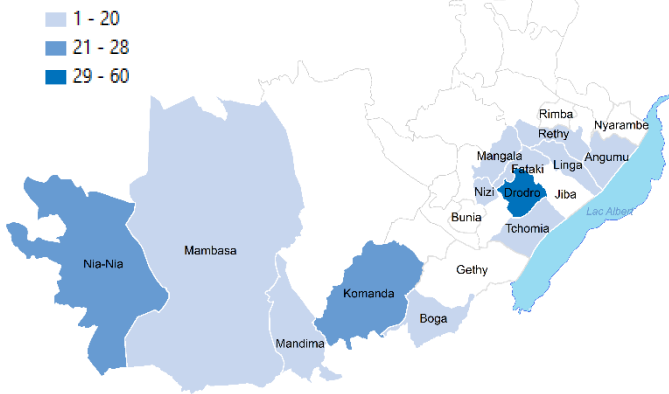
**40 violations graves** ont été rapportées au cours du mois. **Une hausse de 19 cas est à noter, soit 48% par rapport au mois d'août.** 31 cas, dont 24 cas d'homicides et sept cas d'enlèvements, ont été documentés dans le territoire de Djugu. **Les attaques d'hommes armés dans les localités de Ndoki, Koli, Dar, etc. et les sites de déplacés de Rho et Duka ont été à la base de ces incidents 1612 comme décrits ci-dessus.**

Les autres cas ont été commis par des présumés Maï Maï Simba dans le territoire de Mambasa. **En quête de vivres et d'autres biens de première nécessité, les Maï Maï Simba mènent des incursions dans certains villages du territoire de Mambasa, suivies d'exactions non seulement contre les adultes, mais aussi les enfants.**

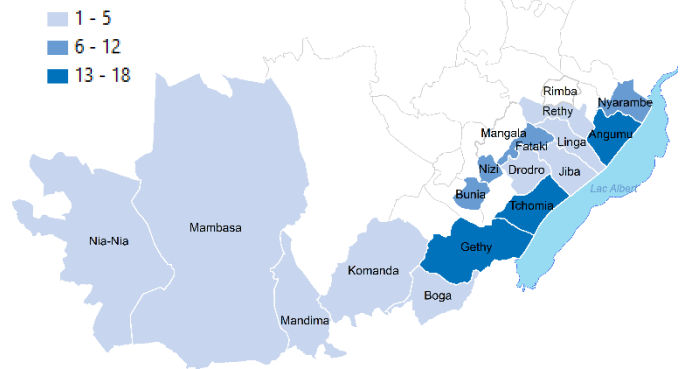
Le cas de viol documenté en territoire d'Irumu aurait été commis par un militaire des FARDC à Kagoro.

## Violations par zone de santé et par catégorie de violation

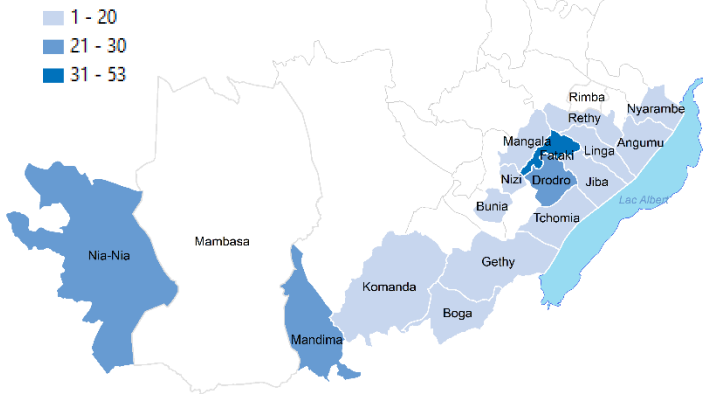
Violations du droit à la liberté  
(Enlèvements, arrestations arbitraires, travaux forcés)



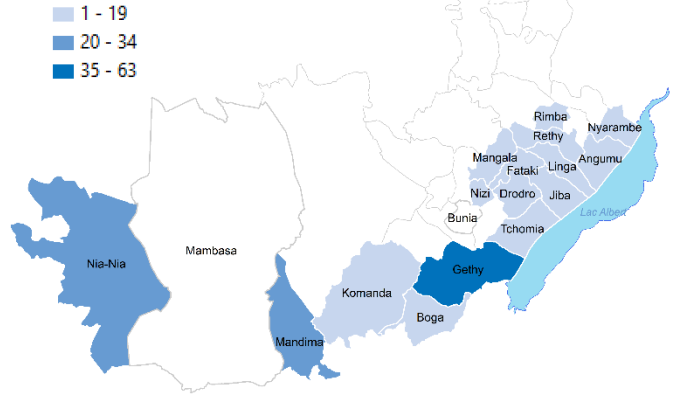
Violences sexuelles  
(Viols, agressions sexuelles, agressions physiques)



Violations du droit à l'intégrité physique  
(Homicides, coups et blessures, tortures)



Violations du droit à la propriété  
(Pillages, extorsions de biens, incendies)



## Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives et recommandations
Irumu	<p><b>Les exactions attribuées aux présumés miliciens se multiplient.</b> On assiste à une recrudescence de cas de pillages. Bien que le processus de pré-cantonnement soit en cours, <b>la FRPI n'a pas perdu sa capacité de nuisance sur la population.</b> Il y aurait un groupe de miliciens qui hésitent à rejoindre le site de pré-cantonnement pour des motifs non encore élucidés. Ils mènent des actions ciblées (contre les propriétaires de vaches et bétails) par petits groupes de trois à huit miliciens. Parmi eux, environ une vingtaine aurait quitté le site de pré-cantonnement.</p> <p><b>Une tentative d'émergence d'un groupe armé organisé a été stoppée dans la Chefferie des Andisoma,</b> grâce aux efforts des FARDC (multiplication des patrouilles et arrestations des personnes présumées appartenir à ce groupe) et aux sensibilisations menées par les leaders originaires de cette chefferie auprès de la population. Ces derniers ont demandé l'appui de la population pour dénoncer la présence de ce groupe armé, éviter d'adhérer à ce groupe armé et préserver la paix.</p> <p><b>La présence et la circulation de présumés ADF a été signalée dans les localités de Boga<sup>5</sup> et Luna<sup>6</sup>. Ces présumés ADF seraient venus du Nord Kivu</b> par crainte des opérations militaires des FARDC. <b>Cette présence sème la psychose au sein des habitants, qui craignent que ces hommes multiplient les exactions à leur rencontre.</b> L'une des stratégies de survie des habitants est de limiter leurs mouvements vers leurs champs par crainte de représailles.</p>	<p><b>Multiplier les activités de protection communautaires</b> (plans de protection communautaire) en vue de mitiger les menaces de protection auxquelles les civils sont exposés.</p>
Djugu	<p><b>Le contexte de protection des civils a été marqué par les attaques menées dans certains sites spontanés de PDIs (Rho, Duko, etc.) et certains villages par des hommes armés non identifiés.</b> Cette situation a provoqué un déplacement d'environ 395 ménages vers Bunia, Iga, Katoto, etc.</p> <p>A titre d'exemple, profitant de la faible couverture sécuritaire, un groupe d'hommes armés non identifiés a fait incursion la nuit dans la localité de Ndoki/Koli, le 19 septembre 2019. Au cours de cette incursion, ce groupe a tué dix personnes déplacées (quatre hommes, une femme et ses deux filles et trois garçons), incendié trois cases et emporté une cinquantaine de chèvres et autres biens de la population. Les petits ruminants emportés constituent la principale source de revenus de ces populations, car beaucoup d'habitants ne peuvent pas/plus accéder pas à leurs champs. Les personnes tuées à Ndoki, avaient fui, quelques jours auparavant, une attaque d'hommes armés dans la localité de Kpatiz<sup>7</sup>.</p> <p>Le 02 septembre 2019, un homme et deux garçons de six et huit ans ont été tués par des hommes armés ayant fait incursion à Kpatiz. Un retourné s'est fait piller ses biens et une dizaine de chèvres.</p> <p>Ces incidents ont été enregistrés dans la première moitié du mois de septembre 2019. Une amélioration relative du contexte a été observée dans les deux dernières semaines du mois de septembre, où aucune attaque contre les sites n'a été enregistrée.</p> <p><b>La multiplication des patrouilles des FARDC</b> (dans la zone de Jiba, Bubha, Bule, Lague, etc.) et des <b>sensibilisations menées par les leaders</b></p>	<p><b>Multiplier les activités de protection communautaire</b> (plans de protection communautaire, dialogues et sensibilisations) en vue de mitiger les menaces de protection auxquelles les civils et déplacés sont exposés.</p>

<sup>5</sup> Située à environ 120 kms au sud de Bunia en Chefferie de Bahema Boga.

<sup>6</sup> Située à environ 155 kms au sud de Bunia en Chefferie de Walense Vonkutu.

<sup>7</sup> 08 septembre 2019 vers 23 heures.

	<p>communautaires, la MONUSCO et les autorités étatiques sur la paix auraient contribué à l'accalmie relative observée dans ce territoire.</p> <p><b>A cela s'ajoute, pour la première fois dans le territoire de Djugu, la rencontre entre une délégation gouvernementale</b> (composée du Vice-Gouverneur de l'Ituri, de l'Administrateur du Territoire de Djugu, et de chefs locaux) <b>et un groupe de leaders d'un groupe armé.</b> Cette rencontre a eu lieu dans la localité de Dd'yaro le 22 septembre 2019. <b>Les leaders de ce groupe auraient accepté de discuter avec le gouvernement afin d'analyser leur cahier des charges</b> (amnistie des éléments du groupe, intégration au sein de l'armée, reconnaissance de leurs grades, etc.) <b>dans le but de stopper les attaques et de rétablir la paix.</b></p> <p><b>Cependant, certains éléments des FARDC déployés dans les zones de Jiba et Rety sont accusés par les civils d'être les auteurs d'exactions à leur rencontre.</b> Ces militaires seraient auteurs présumés de cas d'arrestations arbitraires et d'extorsions de biens de certains habitants de cette zone, sous prétexte qu'ils seraient en connivence avec des hommes armés non identifiés. Cette situation est à la base d'un climat de méfiance dans la zone entre les civils et les FARDC. <b>Un effort est fait dans la zone par les autorités étatiques avec l'appui de la MONUSCO pour améliorer cette situation.</b> Ce manque de climat de confiance limiterait le retour des civils dans certaines zones (Laddedjo et Laudjo en secteur de Walendu Pitsi).</p>	
Mambasa	<p><b>L'insécurité entretenue par les groupuscules Maï Maï (Simba et Mutomboki), a négativement affecté la protection des civils dans la partie ouest du territoire de Mambasa</b> au cours de cette période. La recherche de vivres et autres biens de première nécessité explique l'activisme de ces hommes dans ce territoire. Les Maï Maï Mutomboki auraient fui les opérations militaires menées par les FARDC dans la Province du Nord Kivu, pour s'établir dans le territoire de Mambasa.</p> <p>Le 6 septembre 2019, les Maï Maï Mutomboki ont affronté les FARDC dans la localité Mbopi<sup>8</sup>. A l'issue de cet affrontement, plus de 47 ménages se sont préventivement déplacés vers la localité de Mandumbi. Toujours à la même date, ce même groupe a tué le chef de la localité Banzingungu<sup>9</sup>. Il était accusé de trahison car ayant supposément communiqué leur position aux FARDC.</p> <p>Le 07 septembre 2019, un groupe de présumés Mai Mai Simba a mené une incursion dans la localité de Mabuwu. 13 civils enlevés ont été forcés de transporter les biens pillés vers la forêt. De crainte, les habitants de ce village, dont le nombre n'a pas été identifié, se seraient préventivement déplacés vers Muchacha, située à environ 45 kms au sud de Mabuwu.</p>	<p><b>Multiplier les activités de protection communautaires</b> (plans de protection communautaire, dialogues et sensibilisations) en vue de mitiger les menaces de protection auxquelles les civils et déplacés sont exposés.</p>
Mahagi	<p><b>L'accalmie qui s'observe dans le territoire de Mahagi encourage le retour de Congolais qui avaient fui vers l'Ouganda en juin 2019.</b> Les données fournies par le service de la Direction Générale des Migrations (DGM) font état de 80 ménages de rapatriés spontanés. Ils sont localisés dans les localités d'Atata, de Gengere. Ndawe, Arre, Terrali, Langa et Jupuyaka.</p>	<p><b>Mener une évaluation dans les zones de retour des rapatriés spontanés.</b></p>

<sup>8</sup> Située à environ 20 kms à l'est de Biakato en Chefferie de Bambila Bambobi

<sup>9</sup> Située à environ 35 kms à l'ouest de Makumo en Chefferie de Bambila Bambobi

## ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

### Résultats obtenus

Violations (Nombres de cas documentés)	Types de resultats obtenus					
	Accompagnement Psychologique	Kit PEP	Auteurs arrêtés	Victimes libérées	Soins médicaux	Enquêtes ouvertes
Viol (37)	7	23	6	0	1	2
Coups et blessures (111)	0	0	1	1	0	0
Arrestation arbitraire (40)	0	0	0	8	0	0
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

*Résultats obtenus par types de violations (à la suite de l'orientation et des plaidoyers menés par les animateurs de protection sur le terrain)*

### Défis liés à la réponse

Certaines survivantes de VSBG n'accèdent pas aux soins dans les zones de santé d'Angumu et Nyarambe à cause de la distance qui les sépare des structures de prise en charge, ces distances variant entre 20 et 30 kms. Faute de moyens pour les transports, ces survivantes n'accèdent pas aux soins. Une dizaine de structures médicales existent dans cette zone, mais ne disposent pas de Kits PEP.

### Activités de prévention

#### VSBG :

Dans le cadre de la protection et prévention, cinq séances de sensibilisation ont été menées par les animateurs de protection sur les conséquences de la pratique du sexe de survie. Les cibles ont été choisies parmi les déplacés dans les sites de l'Institut Supérieur Pédagogique et l'Hôpital Général de Référence de Bunia, ainsi que ceux de Ramogi dans le territoire de Mahagi. 675 personnes, dont 128 hommes, 258 femmes, 116 garçons et 173 filles ont assisté aux séances. **La population cible recommande la multiplication de ces séances, de fournir une assistance en Kits d'hygiène et en activités génératrices de revenus.**

#### Cohabitation pacifique

Dans le but d'améliorer le cadre de la cohabitation, les membres de la communauté Lendu de la localité Ludjo/Meli ont été accueillis par la communauté Hema de la localité de Maze le 30 septembre 2019. **Le but majeur de cette rencontre était d'échanger sur les questions de paix et de cohésion sociale.** Des dialogues communautaires avaient été réalisés au préalable en août 2019 par INTERSOS dans ces mêmes localités. **La grande recommandation issue de cette séance était centrée sur l'implication de toutes les parties prenantes de ces deux communautés, en vue de mener des sensibilisations sur la paix afin de persuader les hommes armés de déposer les armes.**

**Si le dialogue entre les deux communautés commence à s'établir dans certaines localités, la crainte de représailles selon l'appartenance ethnique se fait toujours ressentir.** En effet, certains habitants de la communauté Lendu ne fréquentent pas les structures médicales gérées par les Hema. A titre d'exemple, certains habitants de Ladedjo (Simba et Mutomboki) et Laudjo fréquentent la structure de Bhuba située à environ 85 kms au nord-ouest de Largu, au lieu de se rendre à Largu, située à environ 12 kms de Ladedjo.

## RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
	<b>Renforcer les mécanismes de protection des civils</b> dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa	<b>Autorités congolaises / MONUSCO</b>	Dès que possible
Protection	<b>Renforcer les capacités des FARDC</b> déployées dans les zones opérationnelles des territoires de Djugu, Irumu et Mambasa	<b>Cluster protection / Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits Humains</b>	<b>Urgent</b>
	<b>Mener un plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC dans le but de rappeler le respect des droits humains</b> de toutes les communautés et afin d'éviter les tirs sur les civils		
	<b>Multiplier les activités de rapprochement et de protection communautaires</b> (plans de protection communautaire, dialogues et sensibilisations) en vue de mitiger les menaces de protection auxquelles les civils et déplacés sont exposés.	<b>Cluster protection</b>	<b>Urgent</b>
	<b>Mener une évaluation multisectorielle dans les zones de retour des rapatriés spontanés</b>	<b>UNHCR</b>	<b>Urgent</b>

### Pour tout contact :

Denis Oulai, Chef de bureau UNHCR Bunia, [oulai@unhcr.org](mailto:oulai@unhcr.org)

Florence Carrot, Associate Protection Officer, UNHCR Bunia, [carrot@unhcr.org](mailto:carrot@unhcr.org)



# ANNEXES

## #Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agresion Sexuelle	Agresion phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Djugu	20	27	0	45	7	2	0	45	0	0	41	51	0	0	9	11	8	5	3	3	2	279	40%
Irumu	8	24	0	0	13	0	0	94	0	0	22	15	0	0	7	11	6	11	3	2	3	219	31%
Mahagi	1	2	0	2	4	0	0	6	0	0	2	0	0	0	0	9	4	5	0	6	1	42	6%
Mambasa	11	17	0	16	28	0	0	33	0	0	46	2	0	0	6	6	1	0	0	0	0	166	24%
<b>Grand Total</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>706</b>	

## #Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agresion Sexuelle	Agresion phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Angumu	1	2	0	2	0	0	0	4	0	0	1	0	0	0	0	7	3	2	0	5	1	28	4%
Boga	5	0	0	0	2	0	0	4	0	0	5	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	20	3%
Bunia											1	1	0	0	0	3	1	3	0	1	0	10	1%
Drodoro	6	27	0	27	1	2	0	16	0	0	8	15	0	0	0	0	1	1	0	0	0	104	15%
Fataki	1	0	0	0	0	0	0	6	0	0	17	36	0	0	0	4	2	2	0	0	0	68	10%
Gethy					1	0	0	62	0	0	6	0	0	0	3	2	4	4	1	1	1	85	12%
Komanda	3	24	0	0	1	0	0	14	0	0	3	13	0	0	0	3	1	0	1	0	0	63	9%
Linga	2	0	0	1	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	2	0	1	0	1	0	11	2%
Mandima	5	2	0	3	24	0	0	10	0	0	21	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	68	10%
Nia-Nia	2	13	0	13	0	0	0	23	0	0	21	1	0	0	1	4	0	0	0	0	0	78	11%
Nizi	5	0	0	3	5	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	1	2	0	1	0	2	22	3%
Nyankunde					9	0	0	11	0	0	6	1	0	0	1							28	4%
Nyarambe					4	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	1	3	0	1	0	12	2%
Rethy	2	0	0	0	0	0	0	6	0	0	1	0	0	0	0	1	2	0	0	1	0	13	2%
Rimba					0	0	0	2	0	0												2	0%
Tchomia	4	0	0	14	0	0	0	17	0	0	12	0	0	0	8	5	1	4	2	1	2	70	10%
Mambasa	0	2	0	0												2	0	0	0	0	0	4	1%
Jiba					1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	0	4	1%
Mangala	4	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	0	0	0	4							16	2%
<b>Grand Total</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>706</b>	<b>100%</b>

## #Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agresion Sexuelle	Agresion phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
ADF/NALU	0	4	0	0	0	0	0	4	0	0	0	2	0	0	0							10	1%
Autorité locale	0	0	0	2																		2	0%
Bandits					0	0	0	21	0	0	3	5	0	0	0	2	0	0	0	0	0	31	4%
FARDC	24	3	0	19	46	0	0	31	0	0	55	0	0	0	12	6	2	0	0	0	0	198	28%
FRPI					1	0	0	51	0	0	4	0	0	0	3	0	1	0	1	0	0	61	9%
Groupe arme inconnu	0	27	0	28	0	2	0	21	0	0	20	51	0	0	6	3	0	0	0	0	0	158	22%
Inconnu	0	4	0	0	0	0	0	28	0	0	3	7	0	0	0	2	4	0	0	0	0	48	7%
Mai Mai	0	32	0	13	0	0	0	16	0	0	13	3	0	0	0							77	11%
PNC	15	0	0	1	5	0	0	3	0	0	12	0	0	0	1							37	5%
Pop civile																24	12	21	5	11	6	79	11%
ANR	1	0	0	0							1	0	0	0	0							2	0%
Garde Parc					0	0	0	3	0	0												3	0%
<b>Grand Total</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>706</b>	

## #Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
PDI's retournees	19	33	0	16	15	2	0	114	0	0	51	27	0	0	15	6	8	7	1	1	1	316	45%
PDI's	7	20	0	23	15	0	0	23	0	0	18	38	0	0	0	13	5	8	2	2	4	178	25%
Residents	12	17	0	17	21	0	0	40	0	0	40	3	0	0	2	17	6	5	2	7	1	190	27%
Rapatriees	2	0	0	7	1	0	0	1	0	0	2	0	0	0	5	1	0	1	1	1	0	22	3%
<b>Grand Total</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>706</b>	

## Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
<b>Femmes</b>																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5	0	0	0	0	1	0	0	0	0	7	1%
5-11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4	9	0	0	0	2	0	0	0	0	0	16	2%
12-17	0	9	0	8	0	0	0	3	0	0	2	0	0	0	0	28	5	0	3	2	0	60	8%
18-59	2	16	0	14	5	0	0	34	0	0	6	6	0	0	2	7	13	21	3	9	6	144	20%
60+	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
<b>Sous-total</b>	<b>2</b>	<b>26</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>229</b>	<b>32%</b>
<b>Hommes</b>																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	1%
5-11	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	2%
12-17	4	0	0	2	4	0	0	7	0	0	8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	4%
18-59	34	42	0	38	43	1	0	129	0	0	87	21	0	0	20	0	0	0	0	0	0	415	59%
60+	0	0	0	0	0	1	0	5	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	2%
<b>Sous-total</b>	<b>38</b>	<b>44</b>	<b>0</b>	<b>41</b>	<b>47</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>141</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>98</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>477</b>	<b>68%</b>
<b>Grand Total</b>	<b>40</b>	<b>70</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>178</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>111</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>706</b>	

## Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 75% des cas d'homicides documentés ont été enregistrés dans le territoire de Djugu  
A gauche répartition des violations par territoire, à droite répartition par auteur présumé.

Violations	Djugu	Irumu	Mahagi	Mambasa
Arrestation Arbitraire	50%	20%	3%	28%
Enlèvement	39%	34%	3%	24%
Travaux Forcés	71%	0%	3%	25%
Extorsions de biens	13%	25%	8%	54%
Incendie	100%	0%	0%	0%
Pillages	25%	53%	3%	19%
Coups et blessures	37%	20%	2%	41%
Homicide	75%	22%	0%	3%
Torture/Traitement inhumain	41%	32%	0%	27%
Viol	30%	30%	24%	16%
Agression sexuelle	42%	32%	21%	5%
Agression physique	24%	52%	24%	0%
Deni de ressources	27%	18%	55%	0%
Violence Psychologique	33%	50%	17%	0%

Violations	Mai Mai	ADF/NALU	Bandits	FARDC	FRPI	Groupe arme inconnu	Inconnu	PNC	Pop civile	ANR	Garde Parc
Arrestation Arbitraire	0%	0%	0%	60%	0%	0%	0%	38%	0%	3%	0%
Enlèvement	46%	6%	0%	4%	0%	39%	6%	0%	0%	0%	0%
Travaux Forcés	21%	0%	0%	30%	0%	44%	0%	2%	0%	0%	0%
Extorsions de biens	0%	0%	0%	88%	2%	0%	0%	10%	0%	0%	0%
Incendie	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%
Pillages	9%	2%	12%	17%	29%	12%	16%	2%	0%	0%	2%
Homicide	4%	3%	7%	0%	0%	75%	10%	0%	0%	0%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	0%	0%	55%	14%	27%	0%	5%	0%	0%	0%
Viol	0%	0%	5%	16%	0%	8%	5%	0%	65%	0%	0%
Agression sexuelle	0%	0%	0%	11%	5%	0%	21%	0%	63%	0%	0%
Agression Physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%
Violence psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%